

l'État. Il n'est pas nécessaire de prendre du recul pour s'apercevoir quels seraient les effets d'un tel monopole sur la société canadienne.

Même s'il est facile d'opter pour un club totalitaire pour renverser les initiatives gouvernementales dans la diffusion des renseignements, au Canada le problème est plus simple. Un organisme central de renseignements qui diffuserait tout genre de renseignements à tous les Canadiens ne représente pas tant une menace pour la liberté des citoyens qu'un danger pour la diffusion efficace des renseignements.

Comme l'a souligné le Groupe de travail sur l'information gouvernementale, les caractéristiques des divers systèmes politiques et de la corrélation entre les organismes gouvernementaux et les divers paliers du gouvernement influencent grandement la nature des communications sociales :

«Les pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire et administratif du gouvernement—par leur nature et leur action distinctes mais aussi par leurs relations mutuelles—contribuent tous à déterminer certains courants d'information. De plus, ils influent sur le flot de renseignements qui proviennent d'autres sources. Enfin, dans un État fédéral, le flot d'informations peut être différent de celui qui existera dans un pays unitaire. Au Canada, la conférence publique fédérale-provinciale sur la constitution constitue une source d'informations qui pourraient ne jamais voir le jour dans un pays unitaire.

Les États sont de plus en plus impliqués dans les communications sociales. Il ne faut pas oublier que, quelle que soit l'importance du rôle que l'État assume dans ce domaine, il ne sera toujours que l'un des nombreux participants et que ses partenaires ne cesseront jamais de l'influencer.»

(Communiquer, II, 15)

Dans une société libre comme celle du Canada, il n'y a pas de place pour un ministère «Orwellian» de la Vérité; même si nos parlementaires les plus radicaux et les critiques de la presse jettent de hauts cris, Information Canada est mal placée pour jouer ce rôle. Tant que le bruit des bottes, les chambres de tortures et les coups frappés à la porte à 2 h 00 du matin ne feront pas partie de la vie de tous les jours au Canada, cette notion nous paraîtra absurde. Comme la citation précédente l'indique, l'information provient de toutes les directions, de toutes les sources possibles, et s'adresse à tous. Un organisme central d'information, même pour des activités fédérales, serait vraisemblablement une source de problèmes plutôt qu'une aide à la population.

Il y a, sans doute, chevauchement et perte au sein des services ministériels de l'information, mais cela ne veut pas dire que ces activités ne sont pas nécessaires. Les agriculteurs, les producteurs, les grossistes et les détaillants doivent savoir ce que le ministère de l'Agriculture projette. Les anciens combattants doivent être au courant des lois qui régissent leurs prestations. Tous les citoyens doivent être informés des changements apportés à la politique fiscale qui les intéresse. Notre bureau central d'information est peut-être renommé pour sa rationalisation, mais cette dernière n'est pas une garantie automatique d'efficacité. Il est plus probable qu'un organisme